



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Violences politiques

Question au Gouvernement n° 4105

Texte de la question

VIOLENCES POLITIQUES

M. le président. La parole est à M. Adrien Quatennens.

M. Adrien Quatennens. Monsieur le Premier ministre, j'exprime la solidarité du groupe La France insoumise au Président de la République, à la suite de l'agression qu'il vient de subir. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et Dem.*) En démocratie, on règle ses comptes avec des arguments et des bulletins de vote ; pas dans la violence.

Monsieur le Premier ministre, nous sommes en danger. Nous, ce sont les 7 millions d'électeurs de Jean-Luc Mélenchon, les militants communistes et insoumis, visés par une vidéo intitulée « Le gauchisme est-il pare-balle ? » mise en ligne sur la chaîne YouTube de Papacito, qui compte plus de 100 000 abonnés.

M. Pierre Cordier. Oh, ça va !

M. Adrien Quatennens. Cet individu est un proche revendiqué des réseaux d'extrême droite. Nous vous alertons en vain depuis des mois sur la menace croissante qu'il représente. Il s'est notamment déjà illustré par les propos suivants : « Si tuer 20 000 journalistes sauve 70 millions de Français, il ne faut plus hésiter. » Ou encore : « J'attends le coup d'état militaire pour la purge. »

Dans cette vidéo, Papacito est accompagné de l'un de ses acolytes ; tous deux portent une tenue paramilitaire. Ils s'attellent à mettre en pièces, à grand renfort d'armes à feu et de couteaux de chasse, un mannequin en plastique...

M. Pierre Cordier. Une poupée gonflable !

M. Adrien Quatennens. ...censé représenter un électeur de Jean-Luc Mélenchon. Dans la même vidéo, ces individus expliquent comment se procurer des armes en toute légalité.

Cette vidéo, jugée gaguesque par le chroniqueur et délinquant récidiviste Éric Zemmour, a glacé le sang de nombreux électeurs et militants que le mannequin en plastique est censé représenter. Cette utilisation d'un prétendu humour vise à passer au-delà de la censure – cela a été explicité par les auteurs de la vidéo.

Non, cela n'a rien d'un gag. Plusieurs parlementaires de la majorité, versant dans le complotisme, parlent de contre-feu et ne semblent pas voir le problème. Votre ministre de l'intérieur, qui d'ordinaire tweete plus vite que son ombre quand il s'agit de s'indigner des propos de Mme Pulvar ou de la mise en place des cantines bio, n'a toujours rien trouvé à dire. Le parquet, auprès duquel nous avons effectué un signalement, n'a toujours pas

ouvert d'enquête préliminaire. Monsieur le Premier ministre, je vous alerte.

M. le président. Merci, monsieur Quatennens...

M. Adrien Quatennens. Qu'attendez-vous pour réagir ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI. – M. Stéphane Peu applaudit également.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Jean Castex, Premier ministre. Monsieur le député, le Gouvernement de la République condamne sans réserve, et de la manière la plus ferme, la vidéo dont vous venez de faire état. (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI et sur quelques bancs des groupes LaREM et Dem. – M. Stéphane Peu applaudit également.*)

La haine, l'extrémisme, la violence sont irrémédiablement inconciliables avec nos valeurs fondamentales et avec notre projet politique. (*Mêmes mouvements.*) Que toutes celles et ceux qui, directement ou indirectement, alimentent ce climat délétère qui affaiblit la démocratie en même temps que la France, sachent qu'ils trouveront toujours la République sur leur chemin. (*Mêmes mouvements.*)

M. le président. Merci, monsieur le Premier ministre. Voilà sans doute le moment de se souvenir de la parole de l'historienne Mona Ozouf, qui prévenait que l'ensauvagement du langage annonce, prépare et fabrique l'ensauvagement des actes. Chacun devrait garder cela à l'esprit ; ce qui s'est passé aujourd'hui nous le rappelle. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM, Dem et Agir ens.*)

Données clés

Auteur : [M. Adrien Quatennens](#)

Circonscription : Nord (1^{re} circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4105

Rubrique : Sécurité des biens et des personnes

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [9 juin 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [9 juin 2021](#)